



Des milliards pour les banques, Des miettes pour l'emploi et le pouvoir d'achat !

Après avoir accouru au chevet des banques aux premières heures de la crise financière, Nicolas Sarkozy a enfin daigné se pencher sur la situation de l'emploi et du pouvoir d'achat des Français. Mais encore une fois, beaucoup de bruit pour rien... La « mobilisation pour l'emploi » qu'il annonce avec fracas se résume à la création de 100.000 emplois aidés, après en avoir supprimé plus de 200.000, et à une nouvelle attaque du code du travail avec la mise en place du travail dominical. Et pas un mot sur le pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat, l'investissement et l'emploi doivent être les trois piliers d'une nouvelle politique économique, pour retrouver et stimuler la croissance.

Les socialistes font 10 propositions :

- 1. Modulation de l'impôt sur les sociétés**, pour favoriser l'investissement productif.
- 2. Mise en place de structures régionales chargées d'impliquer concrètement les banques dans le soutien aux PME/PMI**, qui sont les premières créatrices d'emplois et ont besoin de crédits.
- 3. Abrogation du mécanisme de défiscalisation des heures supplémentaires** : il contribue gravement à l'augmentation du chômage en rendant l'heure supplémentaire moins chère pour l'entreprise que l'embauche.
- 4. Les économies réalisées grâce à l'abandon de ce mécanisme doivent permettre de financer le manque à gagner des salariés placés d'autorité en chômage technique.**
- 5. Engagement rapide d'une négociation salariale** : les exonérations de cotisations sociales seront subordonnées à la conclusion effective d'accords salariaux dans les entreprises.
- 6. Substantiel coup de pouce au SMIC dès janvier prochain**, revalorisation des allocations familiales et généralisation du chèque transport.
- 7. Remise en cause immédiate de la réduction prévue dans le budget 2009 du nombre de contrats aidés**, pour retrouver le niveau d'avant 2002 (notamment les 350.000 emplois jeunes).
- 8. Gel immédiat de la baisse des effectifs dans la fonction publique** : le projet de budget 2009 prévoit la suppression de 30.000 postes de fonctionnaires...
- 9. Retour aux congés de conversion**, avec maintien de 90% du salaire pendant un an et suivi individualisé pour la reconversion et la recherche d'emploi.
- 10. Gel de la réforme en cours de la formation professionnelle**, qui revient à détourner à des fins budgétaires les fonds normalement dédiés à la formation des salariés.

Rejoignez-nous, adhérez au Parti Socialiste !

www.parti-socialiste.fr

www.ps-paris13ouest.org